

CHERCHEUR OU PARTISAN ? LES VICISSITUDES DE LA RECHERCHE « ENGAGÉE »

Pour un chercheur « engagé » qui s'intéresse aux mouvements de libération du Tiers monde, l'heure de la publication pose parfois des problèmes. Un tel chercheur se veut, d'une part, solidaire des mouvements qu'il étudie et il aimerait par conséquent en broser une image plutôt positive. En tant qu'homme de science, cependant, il se doit d'être « objectif » et il lui est en principe interdit de dissimuler ou de fausser des informations. Un problème se pose alors par le fait que même les mouvements révolutionnaires les plus « purs », les guerres de guérilla les plus efficaces ont leurs points faibles et que la théorie et la pratique ne coïncident jamais entièrement. Faut-il le dire, souligner les faiblesses, relever les échecs, ou est-on en droit de se taire quand on estime que cela servira les intérêts de la « révolution » ?

Certains ne semblent pas se préoccuper outre mesure de ce dilemme. Basil Davidson, le vétéran britannique des mouvements de libération africains, présenta ainsi, il y a quatre ans, les résultats de ses recherches dans un livre qui prétend être une sociologie générale des guerres de guérilla en Afrique et qui débouche sur une typologie plus ou moins évolutionniste, décrivant des mouvements tels que le PAIGC de Guinée-Bissau ou le FRELIMO du Mozambique comme des « mouvements de maturité », des révolutions achevées (1). Ceci uniquement sur la base de ce que ces mouvements ont réalisé lors de la guerre d'indépendance dans les territoires libérés. Davidson ne souffle mot, par contre, de ce qui s'est passé dans ces deux pays depuis l'indépendance, c'est-à-dire depuis 1974. Solution de facilité, bien sûr, car même le partisan le plus fervent aurait du mal à soutenir que le PAIGC ou le FRELIMO ont pu réaliser tout ce qu'ils disaient défendre du temps de la lutte armée. En tant qu'homme de science, Davidson ne remplit donc pas entièrement son contrat.

Dans *Contre l'ordre du monde : Les rebelles*, Jean Ziegler choisit une solution intermédiaire assez curieuse (2). Dans l'introduction

(1) B. Davidson, *The people's cause : A history of guerrillas in Africa*, Londres, Longman, 1981.

(2) J. Ziegler, *Contre l'ordre du monde : les rebelles*, Paris, Seuil, 1983.

de son livre, il affirme, d'une part, que « l'espérance révolutionnaire de l'humanité se concrétise aujourd'hui dans les mouvements de libération du Tiers monde » (p. 17) et qu'ils « apportent la chance d'une vie enfin humaine, plus libre, plus heureuse, plus juste à des millions d'êtres humains » (p. 16), affirmations qu'il reprend telles quelles dans sa conclusion (pp. 384-385). Cependant, les quelque trois cents pages qui séparent l'introduction de la conclusion font parfois entendre un tout autre son de cloche. Ziegler analyse des cas concrets, et notamment l'évolution récente du Nicaragua, de l'Angola et de la Guinée-Bissau, avec quelques références plus succinctes au Mozambique. Bien qu'il cherche à présenter ces cas sous un éclairage favorable, il signale cependant un nombre assez impressionnant d'échecs et d'abus, notamment en ce qui concerne l'Angola et la Guinée-Bissau, « qui amènent le lecteur à se poser quelques questions sur le bien-fondé des thèses optimistes développées dans l'introduction et dans la conclusion ».

Sur le plan de la relation des faits, Ziegler fait donc preuve d'une honnêteté intellectuelle certaine, mais on peut lui reprocher de ne pas aller jusqu'au bout de son analyse. Il omet plus particulièrement de se poser un certain nombre de questions importantes. Donnons quelques exemples : s'il est vrai que tout ne va pas aussi bien en Angola et en Guinée-Bissau que certains l'espéraient avant l'indépendance de ces pays, est-ce que ces problèmes datent uniquement de la période d'après l'indépendance ou bien l'image idéaliste que certains auteurs ont créée de la situation des territoires libérés avant 1974 était-elle fausse (ou du moins exagérée), de sorte que les racines des maux d'aujourd'hui se trouvaient déjà en germe dans la période antérieure ? Autre question, qui se rapporte plus particulièrement à la Guinée-Bissau : si ce pays connaît aujourd'hui des problèmes, est-ce parce que les dirigeants actuels se sont écartés de la pensée d'Amilcar Cabral que Ziegler caractérise comme « un édifice conceptuel fascinant de subtilité, de richesse symbolique, de précision analytique, de saisie visionnaire » (p. 187), ou bien est-ce parce que Cabral n'était pas le penseur original et puissant, ayant réponse à tout, que certains ont cru voir en lui ? Pour ma part, je n'ai pas de réponses définitives à ces questions, mais elles méritent d'être posées.

C'est pourquoi j'attendais avec impatience la parution de la biographie politique d'Amilcar Cabral, à laquelle Patrick Chabal a consacré plusieurs années de recherche (3). Je peux même dire que j'attendais Chabal « au tournant », dans la mesure où cet auteur a

(3) P. Chabal, *Amilcar Cabral: revolutionary leadership and people's war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

lui-même très sévèrement critiqué Davidson en lui faisant à peu de chose près les reproches que je viens de formuler (4). J'espérais donc que le livre de Chabal allait répondre à quelques-unes des questions que je me pose au sujet de la Guinée-Bissau.

Qu'en est-il ? Il convient de signaler d'abord que Chabal se distingue sur un point important d'auteurs comme Davidson et Ziegler, dans la mesure où il ne se proclame pas solidaire des mouvements révolutionnaires du Tiers monde, ni même du seul PAIGC. Il ne se pose donc pas comme un chercheur engagé ou « concerné », mais comme un chercheur tout court, un « thésard ». On doit admettre d'ailleurs que son livre est effectivement très fouillé, extrêmement riche et que Chabal se base sur un corpus impressionnant de documents, souvent d'archives, et d'interviews. C'est incontestablement la meilleure étude sur la Guinée-Bissau et elle apporte beaucoup d'éléments inédits.

Et pourtant, je dois avouer que Chabal m'a laissé sur ma faim, dans la mesure même où il n'a pas su éviter tous les écueils qui menacent en général le chercheur engagé. Ne se déclarant solidaire ni de la « révolution mondiale » ni du PAIGC, Chabal s'est néanmoins identifié dans une certaine mesure à l'objet de son étude, à savoir Amilcar Cabral à qui il voue une très grande admiration. Il a sans doute raison jusqu'à un certain point, car son récit montre bien que Cabral fut effectivement un homme exceptionnel et que les succès de la guerre révolutionnaire en Guinée-Bissau sont en grande partie dus à ses qualités de dirigeant, mais je le soupçonne néanmoins de s'être laissé aveugler, à certains moments, par son admiration, ce qui l'a empêché d'analyser suffisamment les éventuelles erreurs et les éventuelles faiblesses de son modèle. Signalons d'abord un point positif. Contrairement à certains de ses prédécesseurs, Chabal ne prétend pas qu'Amilcar Cabral ait été un grand théoricien politique. Comme il le dit lui-même, « Cabral fut avant tout un homme d'action (...). Ses écrits sont essentiellement des analyses d'événements auxquels il participait. Ce ne sont pas des théories ou des enquêtes sur des questions politiques ou sociales abstraites. Il ne se voyait pas comme un théoricien politique, bien que ses écrits soient manifestement pertinents sur le plan théorique » (p. 167). Appréciation positive, mais modeste, que je partage et qui permet de ne pas occulter certains problèmes de l'après-indépendance, en les présentant uniquement en termes d'un héritage avant tout théorique plus ou moins pris en charge par les dirigeants actuels.

Sur d'autres points, cependant, Chabal a la main moins heureuse. C'est ainsi qu'il passe par exemple relativement vite sur

(4) P. Chabal, « Partisan picture », *African Affairs* 82 (326), janv. 1983.

l'assassinat de Cabral, le 20 janvier 1973, par des conspirateurs à l'intérieur du PAIGC, dont Cabral connaissait les agissements depuis des mois, comme l'affirme Chabal (p. 135), mais contre lesquels il hésitait à sévir, malgré les avertissements de ses collaborateurs les plus proches (p. 136). Cet épisode pose tout le problème de la démocratie interne du parti, problème que Chabal soulève en passant, en fournissant les éléments pour une analyse critique, mais qu'il conclut cependant de façon plutôt confuse, par une sorte de « non-lieu », ce qui me semble un peu trop facile. A mon avis, l'assassinat de janvier 1973 n'a été possible que parce que Cabral menait les affaires du PAIGC trop à sa guise, et l'analyse de Chabal reste insuffisante sur ce point.

Plus graves encore sont les hésitations de Chabal quand il s'agit d'évaluer l'héritage politique — et non pas théorique — d'Amilcar Cabral, évaluation qui devrait en principe permettre de mieux comprendre les problèmes auxquels la Guinée-Bissau se trouve confrontée depuis l'indépendance. Tout au long des quinze pages consacrées à la « politique de décolonisation » pratiquée par le PAIGC, Chabal affirme que les acquis laissés par Amilcar Cabral étaient « sains » et que les fautes commises par ses successeurs ont été essentiellement les leurs. Sous-entendu : « si Amilcar avait été là », réflexion que j'ai entendue à plusieurs reprises à Bissau, en 1975. Cependant, l'analyse reste confuse, comme le montrent les passages suivants : « L'expérience d'une direction collective sincère au sein du parti, la mobilisation et l'administration dans les campagnes au cours de la guerre et la nécessité soudaine de remplacer Cabral avaient donné à ses successeurs un sens très fort des buts à poursuivre et une confiance croissante en les capacités du PAIGC de continuer à fonctionner comme du temps de Cabral. Cependant, le coup d'État à Bissau, en novembre 1980, a montré que, depuis 1973, le parti fut dominé de plus en plus par des gens qui n'étaient pas en faveur de la poursuite d'une politique démocratique et de consensus » (pp. 157-158). Et aussi : « Toute la pratique politique du PAIGC, lors de la guerre, avait été conçue dans le but d'encourager l'initiative locale et le contrôle de la base. L'expérience de l'interdépendance des fonctionnaires du parti et des villageois avait contribué également à instaurer un climat de confiance naturelle et de bonnes relations de coopération. Il était donc improbable que les villageois renoncent volontairement à leur autonomie locale et au pouvoir de contrôle acquis lors de la guerre ».

Et pourtant, comme le dit Chabal lui-même, c'est ce qui est arrivé. On peut donc légitimement se poser la question de savoir si Cabral a réellement su créer dans les territoires libérés une situation démocratique irréversible, comme certains, dont moi-même, l'espéraient à l'époque. On peut se poser également la question de

savoir si Cabral a su choisir des collaborateurs dignes de confiance étant donné les écarts que certains se sont permis ensuite et que Chabal signale. La question est d'autant plus importante dans la mesure où Cabral a choisi et formé lui-même la quasi-totalité des cadres supérieurs et moyens du PAIGC (p. 62), ce qui jette quelques doutes sur sa perspicacité et sa connaissance intime des hommes. Quand Chabal suggère que l'héritage politique de Cabral était sain et que « tout est la faute de ses successeurs », j'hésite à le suivre, les preuves me semblant insuffisantes.

Le même problème se pose, en quelque sorte, dans le chapitre final, « People's wars in lusophone Africa », où Chabal élargit son horizon pour y inclure également les expériences de l'Angola et du Mozambique, et dans lequel il pose une question fondamentale, escamotée par Davidson et insuffisamment analysée par Ziegler : dans quelle mesure les succès de la guerre de guérilla en Afrique lusophone garantissent-ils automatiquement la réussite d'une révolution politique et sociale véritable pour l'après-guerre ? La réponse est, certes, nuancée. Chabal montre très bien que gagner une guerre de guérilla ne veut pas dire réussir une révolution, et pourtant sa conclusion est, de nouveau, hésitante, dans la mesure où il affirme finalement que le moment n'est pas encore venu pour juger (p. 219).

Conclusion que l'on peut à la rigueur admettre à condition cependant d'avoir étudié au préalable et de façon systématique l'évolution de l'Afrique lusophone depuis l'indépendance, et notamment celle de la Guinée-Bissau. Or, Chabal ne le fait pas vraiment. Certes, il fait quelques allusions aux problèmes actuels du PAIGC, mais il ne fournit point l'inventaire détaillé des faits, encore moins une analyse sérieuse. Sur ce point, Ziegler, malgré sa position partisane avouée, va beaucoup plus loin et je soupçonne Chabal d'avoir — inconsciemment — reculé sur ce point parce qu'une telle analyse aurait pu ternir l'image positive d'Amilcar Cabral à laquelle il tient trop (5). Je ne dis pas que Chabal a dissimulé ou faussé des informations, sauf peut-être pour la période après l'indépendance. Ma critique de son livre se base en grande partie sur des faits *révélés par Chabal lui-même*. C'est au niveau de l'analyse seulement qu'il se montre « partisan », car après avoir présenté les faits positifs mais aussi négatifs, il choisit ensuite systématiquement l'hypothèse la plus favorable à Amilcar Cabral.

(5) Il est à noter que Chabal s'est livré à une analyse beaucoup plus sérieuse et beaucoup plus critique de la politique du PAIGC depuis l'indépendance dans un article paru au cours de la même année que

son livre. Je regrette qu'il ne l'ait pas intégré à son livre. Voir P. Chabal, « Party, state and socialism in Guinea Bissau », *Revue canadienne des études africaines* 17 (2), 1983.

Erreur compréhensible, et il ne m'appartient point de jeter la première pierre, étant donné que j'ai commis la même erreur dans ma première étude sur le FROLINAT. Décidément ce n'est pas facile d'être un chercheur « engagé », même ou peut-être surtout quand on ne veut pas l'être.

Rob Buijtenhuijs



ENJEUX SAHARIENS

**Table ronde du CRSM/nov. 1981
responsable : Pierre-Robert Baduel**

• Le Sahara sous différents aspects : lieu d'enjeux politiques par les affrontements des nationalismes, lieu d'enjeux socio-économique par la question agricole et la présence des sociétés pastorales traditionnelles, enfin enjeu de l'imaginaire : le Sahara fascine toujours

- enjeux politiques : affrontements des nationalismes
- enjeux socioéconomiques
- le désert, enjeu de l'imaginaire.

(21 communications)

16 × 24 / 444 p. / broché

30 fig. / 24 tabl. / 6 cart.

ISBN 2-222-03355-1

185 F

Editions du CNRS

15 quai Anatole France. 75700 Paris

librairie, ventes, publicité - 295, rue saint jacques, 75005 paris / tél. 326.56.11